

les décisions fondées à la fois sur l'article 16, 1er alinéa et 1bis et l'article 17, 1er alinéa.

Al. 2

La demande de restitution de l'effet suspensif doit être traitée sans retard.

Al. 3

(inchangé)

M. Ducret, rapporteur: Vous avez reçu en début d'après-midi diverses propositions qui émanent de la Commission de rédaction. Cette commission s'est rendu compte, en examinant les textes il y a quelques heures à peine, que certaines dispositions prévoyant l'exécution immédiate des décisions en matière d'asile étaient en contradiction avec la disposition générale concernant l'effet suspensif des recours de l'article 47.

Les décisions de rejet d'une demande d'asile ou de non-entrée en matière sont susceptibles de recours. Toutefois, même lorsque ces recours ont un effet suspensif, le requérant ne doit pas pour autant être traité, pendant la procédure de recours, comme s'il avait déjà obtenu gain de cause. On ne peut parler d'effet suspensif que dans les cas où le recours concerne une décision restreignant le statut juridique dont le requérant bénéficiait jusque-là, en particulier les décisions de renvoi arrêtées en vertu des articles 16, premier alinéa et 17, premier alinéa. Dans les autres cas mentionnés à l'article 47 du projet, les décisions peuvent être exécutées immédiatement.

Il convient donc, selon la Commission de rédaction, de compléter en ce sens les articles 13c, 17a et 19 ainsi que de simplifier l'article 47 qui peut être formulé conformément aux dispositions générales de la procédure administrative.

S'agissant de l'article 13d, le premier alinéa comporte quelques modifications de rédaction, surtout dans le texte français. L'alinéa 2 est une formulation un peu différente du texte qui avait été adopté par notre conseil et de celui du Conseil des Etats, mais elle ne touche rien au fond. En ce qui concerne l'alinéa 2 bis, il est nouveau et il tient compte précisément des observations que je viens de vous exposer. Quant à l'alinéa 3, il demeure inchangé. A l'article 17a lettre b, il est renoncé à la référence à l'article 16. Pour l'article 19, les remarques sont identiques à celles de l'article 13, lettre d. L'article 47 se contente de se référer, pour l'effet suspensif des prononcés de recours, à l'article 55 de la loi de procédure administrative. L'article 46, lui, se réserve l'application de l'article 11. Les autres cas sont traités par la procédure administrative ordinaire.

En d'autres termes – j'admets que c'est peut-être un peu compliqué – ce sont des problèmes essentiellement juridiques qui justifient les propositions de la Commission de rédaction, mais celles-ci semblent logiques et conformes à l'esprit de la loi que nous allons voter dans quelques instants. Je ne peux donc pas me prononcer au nom de la commission, mais en mon nom personnel je vous invite à soutenir ces diverses propositions.

Mühlemann, Berichterstatter: Herr Ständerat Zimmerli hat mit seiner Redaktionskommission eine unlogische Ungenauigkeit nachgewiesen. Es handelt sich hier um die sogenannte Wegweisung. Das sind die beiden Fälle, wo ein Asylbewerber unmittelbar wegweisen werden kann. Das ist der Fall des sogenannten Nichteintretens, weil ein Asylbewerber beispielsweise seine Identität verheimlicht. Oder es ist ein Nichteingehen auf weitere Abklärungen, weil der betreffende Asylbewerber nicht glaubhaft machen kann, dass er wirklich ein Flüchtling ist.

In solchen Fällen gibt es natürlich keine Beschwerde mit auf-schiebender Wirkung. Der Asylbewerber wird sofort wegweisen. Er kann seine Beschwerde zwar aus dem Ausland erheben, aber es gibt keine aufschiebende Wirkung.

Dementsprechend sind jetzt die Artikel 13 mit dem Fall Flughafen und der Artikel 19 mit der Ausweisung in einen Drittstaat, wo keinerlei Bedrohung droht, korrigiert. Dort heisst es deutlich: «Die sofortige Wegweisung ist möglich, sofern nicht das Bundesamt etwas anderes verfügt.» Es sind also noch gewisse Ausnahmen möglich. Entsprechend redaktionell ange-

passt sind auch die Artikel 46 und 47. Die Sache ist juristisch überprüft, und die Kronjuristen des Hauses sind sich einig, dass hier zu Recht eine Korrektur erfolgt ist.

Wir bitten Sie also, diesen neuen Fassungen zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.584

Interpellation Carobbio Kurdische Asylanten. Ausschaffungsmoratorium

Interpellanza Carobbio Asilanti curdi in Svizzera. Moratoria per il rimpatrio

Interpellation Carobbio Expulsion de réfugiés kurdes. Moratoire

Siehe Jahrgang 1988, Seite 1975 – Voir année 1988, page 1975

Diskussion – Discussion

M. Carobbio: Après cette longue discussion se rapportant à la loi sur l'asile, je me permets de revenir brièvement sur mon interpellation datant du 21 septembre 1988 et qui concerne la requête d'un moratoire pour le renvoi des demandeurs d'asile kurdes, notamment de ceux qui ont vu leur demande repoussée.

Je remercie le Conseil fédéral de sa réponse, mais je ne serais pas correct en affirmant qu'elle m'a convaincu. Je trouve en particulier que les considérations émises à propos de la situation des Kurdes de Turquie sont vraiment discutables et ne correspondent pas à la réalité.

Monsieur le Président, il y a quelques jours, vous êtes allé à Ankara et je pense que vous connaissez, comme moi et d'autres, la situation réelle qui prévaut dans cette région de la Turquie. En outre, comme moi, vous avez aussi reçu des lettres qui vous ont été adressées par les milieux de demandeurs d'asile kurdes qui vous indiquent que la torture et la mise en danger de beaucoup de leurs corréligionnaires sont des pratiques encore courantes en Turquie. Je ne citerai pas tous ces exemples, car vous les connaissez.

Il y a quelques semaines, je vous rappelle que le Parlement européen a adopté une résolution qui dénonce ces actes qui se déroulent dans la région du Kurdistan de la Turquie. La semaine dernière, M. Felber, votre collègue du gouvernement, en prenant position sur une proposition de minorité qui, entre-temps, a été transformée en postulat demandant au Conseil fédéral la présentation d'un train de mesures de manière à influencer la situation qui prévaut dans le Kurdistan de la Turquie, a largement admis que les Kurdes risquent toujours leur vie en raison de leurs revendications pour l'indépendance et l'autonomie.

Si ces faits sont vrais – et il me semble difficile de les contester – la réponse que vous avez donnée à mon interpellation ne peut pas être considérée comme satisfaisante. Comme la mesure de renvoi au sens de l'article 21 de la loi sur l'asile est prononcée seulement en tenant compte du principe du non-refoulement et uniquement dans les cas où le retour dans le pays considéré ne peut être demandé qu'avec une bonne motivation, vous devriez admettre que la situation devrait vous conduire à reconnaître le bien-fondé de ma requête visant à établir un moratoire transitoire pour les requérants d'asile kurdes qui ont vu leur demande repoussée jusqu'au moment où les pressions de notre pays ou d'autres en Europe permettraient de modifier radicalement la situation.

Compte tenu des informations recueillies après la réponse à mon interpellation, ne pensez-vous pas qu'il y a aujourd'hui des motifs vraiment valables pour revoir votre position et mieux tenir compte de la situation, de manière à éviter le renvoi dans leur pays de personnes venues en Suisse pour échapper à de réelles persécutions qui risquent de mettre en danger leur vie?

En conclusion, je fais appel à vous pour que cette situation particulière concernant cette minorité, notamment les demandeurs d'asile de celle-ci qui sont venus en Suisse, soit considérée avec plus d'attention que celle qui ressort de la réponse que vous avez donnée à mon interpellation il y a plus d'une année.

Bundespräsident Koller: In Ergänzung zu unserer schriftlichen Antwort – zugegeben, sie ist schon relativ alt, vom Herbst 1988 – darf ich vielleicht doch festhalten: Der Bundesrat ist nach wie vor der Meinung, dass es keinen ausreichenden Grund gibt, für kurdische Asylbewerber einen generellen Ausschaffungsstopp zu verfügen, und zwar aus folgenden Gründen: Es kann keinesfalls von einer systematischen, schwerwiegenden Verfolgung aller in der Türkei lebenden Kurden gesprochen werden. Sie wissen, dass in der Türkei – je nach Schätzung – zwischen 4 und 12 Millionen Menschen kurdischer Abstammung leben. Es gibt sogar – das hat auch mein Besuch in der Türkei gezeigt – Kurden, die Ministerposten in der Regierung innehaben. All das zeigt klar, dass man nicht von einer systematischen Verfolgung der Kurden in der Türkei sprechen kann.

Die regionale Herkunft eines türkischen Asylgesuchstellers ist daher für uns ein wichtiges Indiz bei der Einzelfallprüfung. Für sich allein kann diese jedoch kein ausreichendes Kriterium für die Gewährung oder Verweigerung von Asyl sein. Aus den mehrheitlich kurdisch besiedelten Gebieten stammen übrigens auch viele türkische Gastarbeiter, die regelmässig wieder dorthin zurückkehren.

Aus all diesen Gründen ist der Bundesrat daher der Meinung, dass für ein generelles Moratorium keinerlei Platz ist. Es wäre wirklich unverhältnismässig. Wir wären meines Wissens auf der ganzen Welt das einzige Land, das ein solches generelles Moratorium für kurdische Asylgesuchsteller verfügen würde. Wir wissen natürlich, dass die Situation in den östlichen Provinzen der Türkei, welche dem Sondergouverneur unterstellt sind, besonders schwierig ist. Die Zivilbevölkerung dieser Gebiete wird zunehmend durch Auseinandersetzungen zwischen separatistischer Guerilla und türkischen Sicherheitskräften in Mitleidenschaft gezogen.

Bisher bildeten aber Personen, die direkt aus diesem Gebiet in die Schweiz geflüchtet sind, eine kleine Minderzahl unter der Masse türkischer Asylbewerber. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Delegierten sind denn auch gehalten, Gesuche dieser Kategorie aus diesen Provinzen besonders sorgfältig zu prüfen. Bestehen erhebliche Anhaltspunkte für eine akute Gefährdung, so wird im Zweifel Asyl gewährt.

Im übrigen darf ich noch in bezug auf die Kurden aus dem Irak darauf hinweisen, dass unter der Leitung des Hochkommissars für Flüchtlinge jetzt an der türkischen Grenze ganze Dörfer eingerichtet werden, um diese Kurden aus dem Irak aufzunehmen.

Aus all diesen Gründen möchte der Bundesrat unbedingt bei der sorgfältigen Einzelfallprüfung auch bei kurdischen Asylgesuchstellern bleiben.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

89.344

Postulat Ott**Einbeziehung des UNHCR
in die Asylpolitik****HCNUR et politique suisse d'asile**

Siehe Jahrgang 1989, Seite 1151 – Voir année 1989, page 1151

Diskussion – Discussion

Steffen: Seinerzeit habe ich dieses Postulat beim Schnellverfahren bekämpft und konsequenterweise den Einbezug des Uno-Hochkommissariats für Flüchtlinge in unser Asylverfahren im vorgängigen Geschäft (Asylverfahren, Aenderung) bei Behandlung von Artikel 13d Absatz 3 abgelehnt.

Ich bin nach wie vor der Auffassung, dass mit einer Unterorganisation der Uno wohl zusammengearbeitet werden kann und soll, dass aber eine direkte Einflussnahme des Uno-Hochkommissariats auf das schweizerische Asylverfahren nicht statthaft ist.

Herr Kollege Ott begründet seinen Vorstoss mit der Feststellung, eine beträchtliche Anzahl von Ländern würde das Hochkommissariat für Flüchtlinge in den Prozess der Asylentscheidungen auf der Stufe der Rekursentscheide einbeziehen. Ich möchte diese Feststellung nicht bezweifeln. Allerdings gibt es da einen kleinen Unterschied. Jene Länder sind Mitglieder der Uno, einer internationalen Organisation, der die Schweiz nach dem deutlichen Willen des Volks nicht beigetreten ist.

Ich halte auch meine bereits geäusserten Zweifel aufrecht, dass der Einbezug des Uno-Hochkommissariats ins Asylverfahren mit der Souveränität unseres Staates unter keinem Titel zu vereinbaren ist.

Schliesslich wiederhole ich meinen Hinweis auf die Vernehmlassungsantwort des Kantons Zürich zum Bundesbeschluss Asylverfahren, Aenderung. Dort wendet er sich strikte gegen den Beizug des Hochkommissariats im Verfahren, indem er auf die unklare verfahrensrechtliche Stellung hinweist.

Ich schliesse mit einigen allgemeinen Bemerkungen zu einem Trend in der Gesetzgebungsarbeit, der mir zu denken gibt: Wir haben uns daran gewöhnt, unsere staatliche Souveränität immer wieder selber zu relativieren und einzuschränken und unsere parlamentarische Pflicht, die übertragene Macht und Verantwortung immer mehr mit Aussenstehenden zu teilen. Schliesslich wird der Einfluss gewisser Massenmedien vor, während und nach Gesetzgebungsantworten oft so gross, dass viele Gewählte mehr auf diese blicken und hören als auf die Wünsche und Anliegen des Volkes und ihrer Wähler.

Finden wir zurück zu der uns übertragenen Verantwortung und dulden wir die Beschränkung unserer Souveränität durch Einbezug einer Uno-Unterorganisation in unser Asylverfahren nicht!

Es ist mir klar, dass im dringlichen Bundesbeschluss die Mitwirkung des Uno-Hochkommissariats im Verfahren beschränkt Eingang gefunden hat. Dennoch empfehle ich Ablehnung des Postulats Ott. Wir werden später aufgrund der gemachten Erfahrungen Aenderungen des Asylgesetzes auf dem ordentlichen Gesetzgebungswege vollziehen. Wer weiss, vielleicht haben dannzumal die konkreten Erfahrungen in der Zusammenarbeit mit dem Uno-Hochkommissariat bewirkt, dass man auf ein weiteres Mitwirken dieser Organisation im Verfahren gerne verzichtet.

Ich bitte Sie, das Postulat Ott abzulehnen.

Ott: Ein Postulat lädt den Bundesrat ein, etwas zu prüfen. Der Bundesrat ist in diesem Fall bereit, eine Prüfung vorzunehmen. Die Bekämpfung des Postulates läuft darauf hinaus, dass dem Bundesrat untersagt werden soll, etwas zu prüfen, was er prüfen möchte.

Interpellation Carobbio Kurdische Asylanten. Ausschaffungsmoratorium

Interpellation Carobbio Expulsion de réfugiés kurdes. Moratoire

Interpellanza Carobbio Asilanti curdi in Svizzera. Moratoria per il rimpatrio

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.584
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1071-1072
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 678

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.